

# Pourquoi la lutte pour la Palestine est une lutte contre l'impérialisme US

[1 juillet 2024](#)



« L'empire américain attise délibérément la haine et la violence au Moyen-Orient » - [Caitlin Johnstone](#)

Par [Adam Hanieh](#)

Nous avons besoin d'une autre approche pour comprendre la Palestine, qui la situe dans une région plus large et dans la place centrale du Moyen-Orient dans notre monde centré sur les combustibles fossiles.

*Ce texte est le premier d'une série d'articles co-publiés par Mondoweiss et le [Transnational Institute](#), qui replace la Palestine dans la longue trajectoire des luttes anticoloniales, de Haïti au Vietnam en passant par l'Algérie et l'Afrique du Sud.*

Au cours des sept derniers mois, la guerre génocidaire d'Israël à Gaza a suscité une vague sans précédent de protestation et de sensibilisation autour de la Palestine. Des millions de personnes sont descendues dans la rue, des campements se sont répandus dans les universités du monde entier, des militants courageux ont bloqué des ports et des usines d'armement, et l'on reconnaît profondément qu'une campagne mondiale de boycott, de désinvestissement et de sanctions à l'encontre d'Israël est plus que jamais nécessaire.

La force de ces mouvements populaires a été renforcée par l'attention considérable portée par l'affaire de l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ) – une affaire qui a non seulement mis en lumière la réalité du génocide israélien, mais aussi l'intransigeance des principaux États occidentaux qui ont permis les actions d'Israël dans la bande de Gaza et au-delà.

Néanmoins, malgré cette montée en puissance de la solidarité avec la Palestine, il subsiste plusieurs idées fausses sur la façon dont la Palestine est communément débattue et encadrée. Trop souvent, la politique de la Palestine est considérée simplement à travers le prisme d'Israël, de la Cisjordanie et de Gaza, ignorant la dynamique régionale plus large du Moyen-Orient et le contexte mondial dans lequel opère le colonialisme israélien. De même, la solidarité avec la Palestine est souvent réduite à la question des violations massives des droits de l'homme par

Israël et des violations continues du droit international – les meurtres, les arrestations et la dépossession que les Palestiniens subissent depuis près de huit décennies.

Le problème de ce cadrage sur les droits de l'homme est qu'il dépolitise la lutte palestinienne, n'expliquant pas pourquoi les États occidentaux continuent de soutenir Israël de manière aussi catégorique. Et lorsque cette question cruciale du soutien occidental est soulevée, nombreux sont ceux qui en attribuent la cause à un « lobby pro-israélien » opérant en Amérique du Nord et en Europe occidentale – un point de vue erroné et politiquement dangereux qui fausse fondamentalement la relation entre les États occidentaux et Israël.

Mon objectif dans cet article est de présenter une approche alternative pour comprendre la Palestine – une approche qui est encadrée par la région au sens large et la place centrale du Moyen-Orient dans notre monde centré sur les combustibles fossiles. Mon principal argument est que le soutien indéfectible des États-Unis et des principaux États européens à Israël ne peut être compris en dehors de ce cadre.

En tant que colonie de peuplement, Israël a joué un rôle crucial dans le maintien des intérêts impériaux occidentaux – notamment ceux des États-Unis – au Moyen-Orient. Il a joué ce rôle aux côtés de l'autre pilier majeur du contrôle américain dans la région : les monarchies arabes du Golfe riches en pétrole, principalement l'Arabie saoudite. L'évolution rapide des relations entre le Golfe, Israël et les États-Unis est essentielle pour comprendre la situation actuelle, en particulier compte tenu de l'affaiblissement relatif de la puissance mondiale des États-Unis.

## **Les transformations de l'après-guerre et le Moyen-Orient**

L'évolution de l'ordre mondial dans les années qui ont immédiatement suivi la Seconde Guerre mondiale a été marquée par deux grands changements.

- Le premier a été une révolution dans les systèmes énergétiques mondiaux : l'émergence du pétrole en tant que principal combustible fossile, remplaçant le charbon et d'autres sources d'énergie dans les principales économies industrialisées. Cette transition vers les combustibles fossiles s'est d'abord produite aux États-Unis, où la consommation de pétrole a dépassé celle du charbon en 1950, puis en Europe occidentale et au Japon dans les années 1960. Dans les pays riches représentés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le pétrole représentait moins de 28 % de la consommation totale de combustibles fossiles en 1950 ; à la fin des années 1960, il en détenait la majorité. Grâce à sa plus grande densité énergétique, à sa souplesse chimique et à sa facilité de transport, le pétrole a alimenté le capitalisme florissant de l'après-guerre, sous-tendant toute une série de nouvelles technologies, industries et infrastructures. Ce fut le début de ce que les scientifiques décriront plus tard comme la « grande accélération » – une expansion massive et continue de la consommation de combustibles fossiles qui a commencé au milieu du XXe siècle et qui a conduit inexorablement à l'urgence climatique d'aujourd'hui.
- Cette transition mondiale vers le pétrole était étroitement liée à une deuxième transformation majeure de l'après-guerre : la consolidation des États-Unis en tant que première puissance économique et politique. L'ascension économique des États-Unis avait commencé dans les premières décennies du XXe siècle, mais c'est la Seconde Guerre mondiale qui a marqué l'émergence définitive des États-Unis comme la force la plus dynamique du capitalisme mondial, à laquelle ne s'opposaient que l'Union soviétique et son bloc d'alliés. La puissance américaine est née de la destruction de l'Europe occidentale pendant la guerre et de l'affaiblissement de la domination coloniale européenne sur une grande partie de ce que l'on appelle le tiers-monde. Alors que la Grande-Bretagne et la France vacillaient, les États-Unis ont pris l'initiative de façonner l'architecture politique et économique de l'après-guerre, y compris un nouveau système financier mondial centré sur le dollar américain. Au milieu des années 1950, les États-Unis détenaient 60 % de la production manufacturière mondiale et un peu plus d'un quart du PIB mondial, et 42 des 50 premières entreprises industrielles du monde étaient américaines.

Ces deux transitions mondiales – la transition vers le pétrole et l'ascension de la puissance américaine – ont eu de profondes implications pour le Moyen-Orient.

D'une part, le Moyen-Orient a joué un rôle décisif dans la transition mondiale vers le pétrole. La région disposait de ressources pétrolières abondantes, représentant près de 40 % des réserves mondiales identifiées au milieu des années 1950. Le pétrole du Moyen-Orient était également situé à proximité de nombreux pays européens et les coûts de production étaient bien inférieurs aux coûts de production du pétrole partout ailleurs dans le monde.

Des quantités apparemment illimitées de pétrole du Moyen-Orient à bas prix pouvaient ainsi être fournies à l'Europe à des prix inférieurs à ceux du charbon, tout en garantissant que les marchés pétroliers américains restent à l'abri des effets de l'augmentation de la demande européenne.

Le recentrage de l'approvisionnement pétrolier de l'Europe sur le Moyen-Orient a été un processus remarquablement rapide : entre 1947 et 1960, la part du pétrole européen provenant de cette région a doublé, passant de 43 % à 85 %. Cela a permis non seulement l'émergence de nouvelles industries (comme la pétrochimie), mais aussi de nouvelles formes de transport et de guerre. En effet, sans le Moyen-Orient, la transition pétrolière en Europe occidentale n'aurait peut-être jamais eu lieu.

La plupart des réserves pétrolières du Moyen-Orient sont concentrées dans la région du Golfe, en particulier en Arabie saoudite et dans les petits États arabes du Golfe, ainsi qu'en Iran et en Irak.

Pendant la première moitié du XXe siècle, ces pays ont été dirigés par des monarchies autocratiques soutenues par les Britanniques (à l'exception de l'Arabie saoudite, qui était théoriquement indépendante du colonialisme britannique). La production de pétrole dans la région était contrôlée par une poignée de grandes compagnies pétrolières occidentales, qui payaient des loyers et des redevances aux dirigeants de ces États pour avoir le droit d'extraire le pétrole.

Ces sociétés pétrolières étaient intégrées verticalement, ce qui signifie qu'elles contrôlaient non seulement l'extraction du pétrole brut, mais aussi le raffinage, l'expédition et la vente du pétrole dans le monde entier. Le pouvoir de ces entreprises était immense, leur contrôle des infrastructures de circulation du pétrole leur permettant d'exclure tout concurrent potentiel.

La concentration de la propriété dans l'industrie pétrolière dépassait de loin celle observée dans toute autre industrie ; en effet, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus de 80 % de toutes les réserves pétrolières mondiales en dehors des États-Unis et de l'URSS étaient contrôlées par seulement sept grandes entreprises américaines et européennes – les « sept sœurs ».

## **Israël et le soulèvement anticolonial**

Malgré leur énorme pouvoir, ces compagnies pétrolières se sont retrouvées confrontées à un problème majeur lorsque le Moyen-Orient est devenu le centre des marchés pétroliers mondiaux dans les années 1950 et 1960. Comme partout ailleurs dans le monde, une série de puissants mouvements nationalistes, communistes et autres mouvements de gauche ont défié les dirigeants soutenus par les colonialismes britannique et français, menaçant de bouleverser l'ordre régional soigneusement établi.

C'est en Égypte que ce phénomène s'est le plus manifesté : le roi Farouk, monarque soutenu par les Britanniques, a été renversé en 1952 par un coup d'État militaire mené par un officier populaire, Jamal Abdel Nasser. L'arrivée au pouvoir de Nasser a entraîné le retrait des troupes britanniques d'Égypte et a permis au Soudan d'obtenir son indépendance en 1956. La souveraineté nouvellement acquise de l'Égypte a été couronnée par la nationalisation du canal de Suez, contrôlé par les Britanniques et les Français, en 1956.

Cette action a été célébrée par des millions de personnes dans tout le Moyen-Orient et a donné lieu à une invasion ratée de l'Égypte par les Britanniques, les Français et les Israéliens.

Alors que Nasser prenait ces mesures, les luttes anticoloniales se développaient ailleurs dans la région, notamment en Algérie, où une guérilla pour l'indépendance a été lancée contre l'occupation française en 1954.

Bien qu'on l'ignore souvent aujourd'hui, ces menaces contre une domination coloniale de longue date ont également été ressenties dans les États riches en pétrole du Golfe. En Arabie saoudite et dans les petites

monarchies du Golfe, le soutien à Nasser était important et divers mouvements de gauche protestaient contre la vénalité, la corruption et la position pro-occidentale des monarchies au pouvoir.

Les conséquences potentielles de cette situation ont été clairement exposées dans l'Iran voisin, où un dirigeant national populaire, Muhammad Mossadegh, est arrivé au pouvoir en 1951. L'une des premières mesures prises par Mossadegh a été de prendre le contrôle de la compagnie pétrolière sous contrôle britannique, l'Anglo-Iranian Oil Company (le précurseur de l'actuelle BP), dans le cadre de la première nationalisation du pétrole au Moyen-Orient.

Cette nationalisation a eu une forte résonance dans les États arabes voisins, où le slogan "Le pétrole arabe pour les Arabes" a gagné en popularité dans un climat général d'anticolonialisme.

En réponse à la nationalisation du pétrole iranien, les services secrets américains et britanniques ont orchestré un coup d'État contre Mossadegh en 1953, amenant au pouvoir un gouvernement pro-occidental fidèle au monarque iranien, Muhammad Reza Shah Pahlavi. Ce coup d'État a constitué la première salve d'une vague contre-révolutionnaire soutenue, dirigée contre les mouvements radicaux et nationalistes de toute la région.

Le renversement de Mossadegh a également mis en évidence un changement majeur dans l'ordre régional : si la Grande-Bretagne a joué un rôle important dans le coup d'État, ce sont les États-Unis qui ont pris la tête de la planification et de l'exécution de l'opération. C'était la première fois que le gouvernement américain déposait un dirigeant étranger en temps de paix, et l'implication de la CIA dans le coup d'État a été un précurseur important des interventions américaines ultérieures, telles que le coup d'État de 1954 au Guatemala et le renversement du président chilien Salvador Allende en 1973.

C'est dans ce contexte qu'Israël est apparu comme un rempart majeur des intérêts américains dans la région.

Au début du XXe siècle, la Grande-Bretagne avait été le principal soutien de la colonisation sioniste de la Palestine et, après la création d'Israël en 1948, elle a continué à soutenir le projet sioniste de construction d'un État. Mais lorsque les États-Unis ont supplanté la domination coloniale britannique et française au Moyen-Orient pendant la période d'après-guerre, le soutien américain à Israël est apparu comme le pivot d'un nouvel ordre sécuritaire régional.

Le tournant décisif a été la guerre de 1967 entre Israël et les principaux États arabes, au cours de laquelle l'armée israélienne a détruit les forces aériennes égyptiennes et syriennes et occupé la Cisjordanie et la bande de Gaza, la péninsule du Sinaï (égyptienne) et le plateau du Golan (syrien).

La victoire d'Israël a brisé les mouvements d'unité arabe, d'indépendance nationale et de résistance anticoloniale qui s'étaient cristallisés le plus nettement dans l'Égypte de Nasser. Elle a également encouragé les États-Unis à devenir le principal *sponsor* du pays, en remplacement de la Grande-Bretagne. À partir de ce moment, les États-Unis ont commencé à fournir chaque année à Israël du matériel militaire et un soutien financier d'une valeur de plusieurs milliards de dollars.

## **L'importance du colonialisme de peuplement**

La guerre de 1967 a démontré qu'Israël était une force puissante qui pouvait être utilisée contre toute menace pesant sur les intérêts américains dans la région. Mais il y a là une dimension cruciale qui passe souvent inaperçue : La place particulière qu'occupe Israël dans le soutien de la puissance américaine est directement liée à son caractère interne de colonie de peuplement, fondée sur la dépossession permanente de la population palestinienne. Les colonies de peuplement doivent continuellement s'efforcer de renforcer les structures d'oppression raciale, d'exploitation de classe et de dépossession.

En conséquence, il s'agit généralement de sociétés très militarisées et violentes, qui ont tendance à dépendre d'un soutien extérieur leur permettant de maintenir leurs privilèges matériels dans un environnement régional hostile.

Dans ces sociétés, une grande partie de la population profite de l'oppression des peuples indigènes et comprend ses privilèges en termes raciaux et militaristes. C'est pourquoi les colonies de peuplement sont des partenaires beaucoup plus fiables des intérêts impériaux occidentaux que les États clients « normaux »[1] : c'est pourquoi le

colonialisme britannique a soutenu le sionisme en tant que mouvement politique au début du XXe siècle, et c'est pourquoi les États-Unis ont embrassé Israël dans l'après-1967.

Bien entendu, cela ne signifie pas que les États-Unis « contrôlent » Israël, ni qu'il n'y a jamais de divergences d'opinion entre les gouvernements américain et israélien sur la manière dont cette relation doit être maintenue. Mais la capacité d'Israël à maintenir un état permanent de guerre, d'occupation et d'oppression serait profondément mise en péril sans le soutien continu des États-Unis (tant sur le plan matériel que politique).

En retour, Israël est un partenaire loyal et un rempart contre les menaces [2] qui pèsent sur les intérêts américains dans la région. Israël a également agi au niveau mondial en soutenant des [régimes répressifs](#) soutenus par les États-Unis dans le monde entier – de l'Afrique du Sud de l'apartheid aux dictatures militaires d'Amérique latine. Alexander Haig, secrétaire d'État américain sous Richard Nixon, l'[a dit un jour sans ambages](#) : « Israël est le plus grand porte-avions américain au monde, qui ne peut être coulé, qui ne transporte pas un seul soldat américain et qui est situé dans une région critique pour la sécurité nationale américaine »[3].

Le lien entre le caractère interne de l'État israélien et la place particulière qu'il occupe dans la puissance américaine s'apparente au rôle que l'apartheid sud-africain a joué pour les intérêts occidentaux sur l'ensemble du continent africain. Il existe des différences importantes entre l'apartheid sud-africain et l'apartheid israélien – notamment la part prépondérante des populations noires d'Afrique du Sud dans la classe ouvrière du pays (contrairement aux Palestiniens d'Israël) – mais en tant que colonies de peuplement, les deux pays en sont venus à jouer le rôle de centres d'organisation du pouvoir occidental dans leurs régions respectives.

Si nous examinons l'histoire du soutien occidental à l'apartheid sud-africain, nous constatons les mêmes types de justifications que celles que nous voyons aujourd'hui dans le cas d'Israël (et les mêmes types de tentatives pour bloquer les sanctions internationales et criminaliser les mouvements de protestation). Ces parallèles s'étendent au rôle de certains individus. Un exemple peu connu est le [voyage](#) d'un jeune membre du parti conservateur britannique en Afrique du Sud en 1989, au cours duquel il a plaidé contre les sanctions internationales à l'encontre de l'Afrique du Sud et expliqué pourquoi la Grande-Bretagne devait continuer à soutenir le régime d'apartheid. Des décennies plus tard, ce jeune conservateur, David Cameron, occupe aujourd'hui le poste de ministre britannique des affaires étrangères et est l'un des principaux dirigeants mondiaux à encourager le génocide israélien à Gaza.

La place centrale qu'occupe le Moyen-Orient dans l'économie pétrolière mondiale confère à Israël une place plus importante dans le pouvoir impérial que celle qu'occupait l'Afrique du Sud de l'apartheid. Mais les deux cas démontrent pourquoi il est si important de réfléchir à la manière dont les facteurs régionaux et mondiaux s'entrecroisent avec les dynamiques internes de classe et de race des colonies de peuplement.

## **L'intégration économique d'Israël au Moyen-Orient**

Le Moyen-Orient est devenu encore plus important pour la puissance américaine à la suite de la nationalisation des réserves de pétrole brut dans la majeure partie de la région (et ailleurs) au cours des années 1970 et 1980. La nationalisation a mis fin au contrôle occidental direct de longue date sur les approvisionnements en pétrole brut du Moyen-Orient (bien que les entreprises américaines et européennes aient continué à contrôler la majeure partie du raffinage, du transport et de la vente de ce pétrole à l'échelle mondiale).

Dans ce contexte, les intérêts des États-Unis dans la région consistaient à garantir un approvisionnement stable du marché mondial en pétrole – libellé en dollars américains – et à s'assurer que le pétrole ne serait pas utilisé comme une « arme » pour déstabiliser le système mondial centré sur les États-Unis. En outre, comme les producteurs de pétrole du Golfe gagnent aujourd'hui des milliers de milliards grâce à l'exportation de pétrole brut, les États-Unis étaient également très préoccupés par la manière dont ces « pétrodollars » circulaient dans le système financier mondial – une question qui a une incidence directe sur la prédominance du dollar américain.

Dans la poursuite de ces intérêts, la stratégie américaine s'est entièrement concentrée sur la survie des monarchies du Golfe, dirigées par l'Arabie saoudite, en tant qu'alliés régionaux clés. Cela a été particulièrement important après le renversement, en 1979, de la monarchie iranienne des Pahlavi, qui avait été un autre pilier des intérêts américains dans le Golfe depuis le coup d'État de 1953. Le soutien des États-Unis aux monarques du Golfe s'est

manifesté de diverses manières, notamment par la vente de quantités massives de matériel militaire qui a fait du Golfe le plus grand marché d'armes au monde, par des initiatives économiques qui ont canalisé la richesse des pétrodollars du Golfe vers les marchés financiers américains, et par une présence militaire américaine permanente qui continue de constituer la garantie ultime du pouvoir monarchique.

La guerre Iran-Irak, qui a duré de 1980 à 1988 et qui est considérée comme l'un des conflits les plus destructeurs du XXe siècle (près d'un demi-million de personnes ont péri), a marqué un tournant dans les relations entre les États-Unis et le Golfe. Pendant cette guerre, les États-Unis ont [fourni des armes](#), des fonds et des renseignements aux deux parties, considérant qu'il s'agissait d'un moyen d'affaiblir la puissance de ces deux grands pays voisins et d'assurer la sécurité des monarchies du Golfe.

C'est ainsi que la stratégie américaine au Moyen-Orient s'est appuyée sur deux piliers fondamentaux : Israël, d'une part, et les monarchies du Golfe, d'autre part. Ces deux piliers restent aujourd'hui au cœur de la puissance américaine dans la région ; toutefois, la manière dont ils sont liés l'un à l'autre a connu un tournant décisif. Depuis les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement américain a cherché à réunir ces deux pôles stratégiques – ainsi que d'autres États arabes importants, tels que la Jordanie et l'Égypte – au sein d'une zone unique liée à la puissance économique et politique des États-Unis.

Pour y parvenir, Israël devait s'intégrer dans le Moyen-Orient élargi en normalisant ses relations (économiques, politiques et diplomatiques) avec les États arabes. Plus important encore, cela signifiait se débarrasser des boycotts arabes formels d'Israël qui existaient depuis de nombreuses décennies.

Du point de vue d'Israël, la normalisation ne consistait pas seulement à permettre le commerce et les investissements israéliens dans les États arabes. À la suite d'une récession majeure au milieu des années 1980, l'économie israélienne s'est détournée de secteurs tels que la construction et l'agriculture pour mettre davantage l'accent sur [les exportations](#) dans les domaines de la haute technologie, de la finance et de l'armée. Toutefois, de nombreuses grandes entreprises internationales hésitaient à faire des affaires avec des sociétés israéliennes (ou en Israël même) en raison des boycotts secondaires imposés par les gouvernements arabes [4].

L'abandon de ces boycotts était essentiel pour attirer les grandes entreprises occidentales en Israël et pour permettre aux entreprises israéliennes d'accéder aux marchés étrangers aux États-Unis et ailleurs. En d'autres termes, la normalisation économique visait tout autant à garantir la place du capitalisme israélien dans l'économie mondiale qu'à permettre à Israël d'accéder aux marchés du Moyen-Orient.

À cette fin, les États-Unis (et leurs alliés européens) ont eu recours, à partir des années 1990, à une série de mécanismes visant à favoriser l'intégration économique d'Israël dans le Moyen-Orient élargi. L'un d'eux était l'approfondissement des réformes économiques – une ouverture aux investissements étrangers et aux flux commerciaux qui se sont rapidement répandus dans la région. Dans ce contexte, les États-Unis ont proposé une série d'initiatives économiques visant à lier les marchés israéliens et arabes les uns aux autres, puis à l'économie américaine. L'un des principaux projets concernait les « Qualifying Industrial Zones » (QIZ), des zones de production à bas salaires créées en Jordanie et en Égypte à la fin des années 1990.

Les marchandises produites dans les QIZ (principalement des textiles et des vêtements) bénéficiaient d'un accès en franchise de droits aux États-Unis, à condition qu'une certaine proportion des intrants entrant dans leur fabrication provienne d'Israël. Les QIZ ont joué un rôle précoce et décisif en réunissant des capitaux israéliens, jordaniens et égyptiens dans des structures de propriété conjointe, normalisant ainsi les relations économiques entre deux des États arabes voisins d'Israël. En 2007, le gouvernement américain signalait que plus de 70 % des exportations jordaniennes vers les États-Unis provenaient des QIZ ; pour l'Égypte, 30 % des exportations vers les États-Unis étaient produites dans des QIZ en 2008 [5].

Parallèlement au programme QIZ, les États-Unis ont également proposé l'initiative de la zone de libre-échange du Moyen-Orient (MEFTA) en 2003. La MEFTA visait à établir une zone de libre-échange couvrant l'ensemble de la région d'ici 2013. La stratégie américaine consistait à négocier individuellement avec les pays « amis » en suivant un processus graduel en six étapes qui devait aboutir à un véritable accord de libre-échange (ALE) entre les États-Unis et le pays en question.

Ces accords de libre-échange ont été conçus de manière à ce que les pays puissent relier leurs propres accords bilatéraux de libre-échange avec les États-Unis aux accords bilatéraux de libre-échange d'autres pays, établissant ainsi des accords au niveau sous-régional dans tout le Moyen-Orient. Ces accords sous-régionaux pourraient être reliés au fil du temps jusqu'à ce qu'ils couvrent l'ensemble de la région.

Il est important de noter que ces accords de libre-échange seraient également utilisés pour encourager l'intégration d'Israël dans les marchés arabes, chaque accord contenant une clause engageant le signataire à normaliser ses relations avec Israël et interdisant tout boycott des relations commerciales. Bien que les États-Unis n'aient pas atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixé en 2013 d'établir le MEFTA, cette politique a permis d'étendre l'influence économique américaine dans la région, en s'appuyant sur la normalisation entre Israël et les principaux États arabes.

Il est frappant de constater qu'aujourd'hui, les États-Unis ont conclu 14 accords de libre-échange avec des pays du monde entier, dont cinq avec des États du Moyen-Orient (Israël, Bahreïn, Maroc, Jordanie et Oman).

## **Les accords d'Oslo**

Toutefois, le succès de la normalisation économique dépendait en fin de compte d'un changement de la situation politique qui donnerait le « feu vert » palestinien à l'intégration économique d'Israël dans l'ensemble de la région. À cet égard, les accords d'Oslo, un accord entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) signé sous les auspices du gouvernement américain sur la pelouse de la Maison Blanche en 1993, ont constitué un tournant décisif.

Oslo s'est fortement appuyé sur les pratiques coloniales établies au cours des décennies précédentes. Depuis les années 1970, Israël a tenté de trouver une force palestinienne qui administrerait la Cisjordanie et la bande de Gaza en son nom – un mandataire palestinien de l'occupation israélienne qui pourrait minimiser les contacts quotidiens entre les Palestiniens et l'armée israélienne. Ces premières tentatives ont échoué lors de la première Intifada, un soulèvement populaire de grande ampleur qui a débuté (dans la bande de Gaza) en 1987. Les accords d'Oslo ont mis fin à la première Intifada.

En vertu des accords d'Oslo, l'OLP a accepté de constituer une nouvelle entité politique, appelée Autorité palestinienne (AP), qui se verrait accorder des pouvoirs limités sur des zones fragmentées de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. L'AP dépendrait entièrement des financements extérieurs pour sa survie – en particulier des prêts, de l'aide et des taxes à l'importation perçues par Israël, qui seraient ensuite reversées à l'AP.

Comme la plupart de ces sources de financement provenaient en fin de compte des États occidentaux et d'Israël, l'Autorité palestinienne a rapidement été subordonnée sur le plan politique. En outre, Israël a conservé un contrôle total sur l'économie et les ressources palestiniennes, ainsi que sur la circulation des personnes et des biens. Après la division territoriale de Gaza et de la Cisjordanie en 2007, l'AP a établi son siège à Ramallah, en Cisjordanie. Aujourd'hui, l'AP est dirigée par Mahmoud Abbas [6].

Malgré la façon dont les accords d'Oslo et les négociations qui ont suivi sont généralement présentés, ils n'ont jamais été axés sur la paix et la liberté des Palestiniens. C'est sous Oslo que l'expansion des colonies israéliennes a explosé en Cisjordanie, que le mur de l'apartheid a été construit et que les restrictions de mouvement élaborées qui régissent la vie des Palestiniens aujourd'hui ont été mises en place.

Oslo a permis d'exclure de la lutte politique des segments clés de la population palestinienne – les réfugiés et les citoyens palestiniens d'Israël – en réduisant la question de la Palestine à des négociations portant sur des portions de territoire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Plus important encore, Oslo a donné la bénédiction palestinienne à l'intégration d'Israël dans le Moyen-Orient élargi, ouvrant la voie aux gouvernements arabes – menés par la Jordanie et l'Égypte – à une normalisation avec Israël sous l'égide des États-Unis.

C'est après Oslo que sont apparues les restrictions de circulation, les barrières, les points de contrôle et les tampons militaires qui encerclent aujourd'hui Gaza. En ce sens, la prison à ciel ouvert qu'est aujourd'hui Gaza est elle-même une création du processus d'Oslo : un lien direct relie les négociations d'Oslo au génocide dont nous

sommes aujourd'hui les témoins. Il est essentiel de s'en souvenir à la lumière des discussions en cours sur les scénarios possibles de l'après-guerre.

La stratégie israélienne a toujours impliqué l'utilisation périodique de la violence extrême, associée à de fausses promesses de négociations soutenues par la communauté internationale. Ces deux outils font partie du même processus, servant à renforcer la fragmentation et la dépossession continues du peuple palestinien. Toute négociation d'après-guerre dirigée par les États-Unis verra certainement des tentatives similaires pour assurer la domination continue d'Israël sur les vies et les terres palestiniennes.

## **Penser l'avenir**

La centralité stratégique du Moyen-Orient, riche en pétrole, dans la puissance mondiale américaine explique pourquoi Israël est aujourd'hui le plus grand bénéficiaire cumulé de l'aide étrangère américaine dans le monde, bien qu'il se classe au 13<sup>e</sup> rang des économies les plus riches du monde en termes de PIB par habitant (plus élevé que le Royaume-Uni, l'Allemagne ou le Japon). Cela explique également le soutien bipartisan apporté à Israël par les élites politiques américaines (et britanniques).

En effet, en 2021 – sous la présidence Trump et avant la guerre actuelle – Israël a reçu plus de financement militaire étranger américain que tous les autres pays du monde réunis. Et, de manière cruciale, comme l'ont montré les huit derniers mois, le soutien américain va bien au-delà du soutien financier et matériel, les États-Unis jouant le rôle de dernier rempart pour défendre Israël politiquement sur la scène mondiale [7].

Comme nous l'avons vu, cette alliance américaine avec Israël n'est pas accessoire à la dépossession du peuple palestinien, mais y est au contraire ancrée. C'est le caractère colonial d'Israël qui lui a donné un rôle si important dans le renforcement de la puissance américaine dans la région. C'est la raison pour laquelle la lutte des Palestiniens est un élément essentiel du changement politique au Moyen-Orient, une région qui est aujourd'hui la plus polarisée socialement, la plus inégale économiquement et la plus touchée par les conflits dans le monde. Inversement, c'est la raison pour laquelle la lutte pour la Palestine est intimement liée aux succès (et aux échecs) d'autres luttes sociales progressistes dans la région.

L'axe central de cette dynamique interrégionale reste le lien entre Israël et les États du Golfe. Au cours des deux décennies qui ont suivi les accords d'Oslo, la stratégie américaine au Moyen-Orient a continué à mettre l'accent sur l'intégration économique et politique d'Israël avec les États du Golfe. Les accords d'Abraham de 2020, qui ont vu les Émirats arabes unis (EAU) et Bahreïn accepter de normaliser leurs relations avec Israël, ont constitué une avancée majeure dans ce processus.

Les accords d'Abraham ont ouvert la voie à un accord de libre-échange entre les Émirats arabes unis et Israël, signé en 2022, qui était le premier accord de libre-échange d'Israël avec un État arabe. Les échanges commerciaux entre Israël et les Émirats arabes unis ont dépassé les 2,5 milliards de dollars en 2022, alors qu'ils n'étaient que de 150 millions de dollars en 2020. Le Soudan et le Maroc ont également conclu des accords similaires avec Israël, poussés par d'importantes incitations américaines [8].

Avec les accords d'Abraham, cinq pays arabes entretiennent désormais des relations diplomatiques officielles avec Israël. Ces pays représentent environ 40 % de la population du monde arabe et comptent parmi les principales puissances politiques et économiques de la région. Mais une question cruciale demeure : quand l'Arabie saoudite rejoindra-t-elle ce club ?

S'il est impossible que les Émirats arabes unis et Bahreïn aient pu accepter les accords d'Abraham sans le consentement de l'Arabie saoudite, le Royaume saoudien n'a pas encore officiellement normalisé ses liens avec Israël, malgré la multitude de réunions et de relations informelles entre les deux États au cours des dernières années.

Dans le contexte du génocide actuel, un accord de normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël est sans aucun doute l'objectif principal de la planification américaine pour l'après-guerre. Il est très probable que le gouvernement saoudien accepterait un tel résultat – et il l'a probablement indiqué à l'administration Biden – à condition qu'il reçoive une sorte de feu vert de l'AP à Ramallah (peut-être lié à la reconnaissance internationale

d'un pseudo-État palestinien dans certaines parties de la Cisjordanie). Ce scénario se heurte évidemment à d'importants obstacles, notamment le refus persistant des Palestiniens de Gaza de se soumettre et la question de savoir comment Gaza sera administrée après la fin de la guerre.

Mais le projet américain actuel d'une force arabe multinationale prenant le contrôle de la bande de Gaza, dirigée par certains des principaux États normalisateurs – les Émirats arabes unis, l'Égypte et le Maroc – serait probablement lié à la normalisation israélo-saoudienne.

Le rapprochement entre les États du Golfe et Israël est de plus en plus crucial pour les intérêts américains dans la région, étant donné les fortes rivalités et les tensions géopolitiques qui émergent au niveau mondial, en particulier avec la Chine. Bien qu'aucune autre « grande puissance » ne soit prête à remplacer la domination américaine au Moyen-Orient, l'influence politique, économique et militaire des États-Unis dans la région a connu un déclin relatif au cours des dernières années.

Les [interdépendances](#) croissantes entre les États du Golfe et la Chine/l'Asie de l'Est, qui vont désormais bien au-delà de l'exportation du pétrole brut du Moyen-Orient, en sont une indication. Dans ce contexte, et compte tenu de la place qu'occupe depuis longtemps Israël dans le pouvoir américain, tout processus de normalisation piloté par l'État américain contribuerait à réaffirmer la primauté américaine dans la région, ce qui pourrait constituer un levier crucial contre l'influence de la Chine dans la même zone.

Néanmoins, malgré les discussions en cours sur les scénarios d'après-guerre, les 76 dernières années ont démontré à maintes reprises que les tentatives visant à effacer définitivement la fermeté et la résistance palestiniennes échoueront. La Palestine se trouve aujourd'hui à l'avant-garde d'un réveil politique mondial qui dépasse tout ce qui a été observé depuis les années 1960.

Dans ce contexte de prise de conscience de la condition palestinienne, notre analyse doit aller au-delà de l'opposition immédiate à la brutalité d'Israël dans la bande de Gaza. La lutte pour la libération de la Palestine est au cœur de toute contestation efficace des intérêts impériaux au Moyen-Orient, et nos mouvements ont besoin d'être mieux ancrés dans cette dynamique régionale plus large – en particulier le rôle central des monarchies du Golfe.

Nous devons également mieux comprendre comment le Moyen-Orient s'inscrit dans l'histoire du capitalisme fossile et dans les luttes contemporaines pour la justice climatique. La question de la Palestine ne peut être séparée de ces réalités. En ce sens, l'extraordinaire bataille pour la survie menée aujourd'hui par les Palestiniens dans la bande de Gaza représente l'avant-garde de la lutte pour l'avenir de la planète.

#### **Notes :**

[1] Pour plus de détails et de documentation sur les points soulevés dans cette section, voir mon prochain livre, [Crude Capitalism : Oil, Corporate Power, and the Making of the World Market](#) (Verso Books, 2024).

[2] Les régimes clients arabes – tels que l'Égypte, la Jordanie et le Maroc d'aujourd'hui – sont confrontés à des défis répétés de la part des mouvements politiques à l'intérieur de leurs propres frontières et sont toujours obligés de s'adapter et de répondre aux pressions venant d'en bas.

[3] De manière révélatrice, la source de cette citation figure dans un article écrit par l'ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Michael Oren, intitulé "The Ultimate Ally" (L'ultime allié).

[4] Les boycotts secondaires signifiaient qu'une entreprise investie en Israël, par exemple Microsoft, risquait d'être exclue des marchés arabes.

[5] Une discussion plus approfondie sur les QIZ, le MEFTA et l'économie politique de la normalisation d'Israël peut être trouvée dans Adam Hanieh, [Lineages of Revolt : Issues of Contemporary Capitalism in the Middle East](#) (Haymarket Books, 2013), en particulier les pages 36-38.

[6] En 2006, les élections au Conseil législatif palestinien ont été remportées de manière convaincante par le Hamas, qui a obtenu 74 des 132 sièges contestés. Un gouvernement d'unité nationale a d'abord été mis en place entre le Hamas et le Fatah, le parti palestinien dominant qui contrôle l'Autorité palestinienne. Mais ce

gouvernement a été dissous par le Fatah après que le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza en 2007. Depuis lors, des autorités distinctes existent à Gaza et en Cisjordanie.

[7] Par exemple, les États-Unis fournissent des milliards de dollars en garanties de prêts à Israël, ce qui lui permet d'emprunter à moindre coût sur le marché mondial. Israël est l'un des six pays au monde à avoir reçu de telles garanties au cours de la dernière décennie (l'Ukraine, l'Irak, la Jordanie, la Tunisie et l'Égypte sont les autres).

[8] Dans le cas du Soudan, les États-Unis ont accepté d'accorder un prêt de 1,2 milliard de dollars et de retirer le pays de la liste des États soutenant le terrorisme (bien que l'accord de normalisation n'ait pas encore été ratifié). Pour le Maroc, les États-Unis ont reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en échange de la normalisation du pays avec Israël.

**Auteur : [Adam Hanieh](#)**



\* **Adam Hanieh** est professeur d'économie politique et de développement mondial à l'Institut d'études arabes et islamiques de l'université d'Exeter et chercheur émérite à l'Institut d'études internationales et régionales (IIAS) de l'université Tsinghua, à Pékin, en Chine. En tant qu'éminent spécialiste de l'économie politique du Moyen-Orient, Hanieh s'est particulièrement intéressé à la dynamique de la formation des classes et des États dans les six monarchies arabes du Golfe riches en pétrole, ainsi qu'à l'impact profond du capitalisme du Golfe sur les développements socio-économiques et politiques dans le Moyen-Orient au sens large.

Outre ses travaux sur le Golfe, Hanieh a beaucoup écrit sur la Palestine et a été l'un des membres fondateurs du Centre d'études sur la Palestine à la SOAS, Université de Londres

14 juin 2024 – [Mondoweiss](#) – Traduction : [Chronique de Palestine](#)